

REPUBLIQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

23 avril 2024

LE CHEF DE L'ETAT A PARTICIPE A UNE REUNION SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN AFRIQUE AU NIGERIA



Faure Gnassingbé à son arrivée à Abuja (Photo internet)

Lomé, 23 avr. (ATOP) - Le président de la République, Faure Gnassingbé a pris part, le lundi 22 avril à Abuja au Nigéria, à une réunion de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme en Afrique sur le thème « Renforcement de la coopération et des institutions régionales pour répondre à la menace évolutive du terrorisme en Afrique ».

Après examen de la situation socio-sécuritaire dans les différentes régions du continent, les leaders africains ont identifié les défis et enjeux liés au terrorisme ainsi que les mécanismes innovants à adopter collectivement pour venir à bout de ce fléau qui remet en cause la pérennité des Etats, a indiqué un communiqué de presse de la présidence togolaise.

Dans son allocution, le président de la République a insisté sur la nécessité de faciliter le financement international des actions de lutte et de renforcer la coopération militaire entre les Etats ayant des contextes spécifiques. « Le terrorisme menace la substance même de nos Etats. C'est pourquoi au fond, vaincre le terrorisme est notre seule option. Ma conviction de vaincre le terrorisme dans la sous-région ne peut s'entendre sans une coopération inter-étatique efficace. Et nous devons être à même de remporter les victoires militaires dans un contexte de menaces protéiformes et de conflit asymétrique », a précisé le chef de l'Etat.

Le numéro 1 togolais a aussi appelé au renforcement de la synergie entre les forces de défense et de sécurité et à déployer les institutions efficaces dans un contexte de réorganisation des équilibres mondiaux dans un cadre renouvelé. « Sans négliger

l'impact des initiatives prises pour rallier nos populations au maintien de l'État de droit et leur assurer des conditions de vie améliorées, il me paraît que c'est par une organisation réformée, que nous pouvons vaincre le terrorisme. Cette nouvelle organisation de la coopération militaire que j'appelle de mes vœux, doit impérativement, prendre en compte le contexte mondial », a-t-il indiqué.

Au Togo, pour faire face aux menaces sécuritaires, au terrorisme, et à l'extrémisme violent, le chef de l'Etat a fait prendre d'importantes mesures aussi bien militaires que sociales avec notamment le Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS).
ATOP/AJA/Service de communication de la Présidence

ECHOS DE LA CAPITALE

L'AGROPOLE DE KARA ENREGISTRE DES RESULTATS « SATISFAISANTS »

Lomé, 23 avr. (ATOP) - L'agropole de Kara, projet pilote lancé en 2018 a enregistré des résultats « satisfaisants ».

Les réalisations de ce projet pilote placé sous la coordination du Projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV) sont, entre autres, la mise en valeur des Zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP), la construction des infrastructures d'appui au secteur agricole et le renforcement des capacités des acteurs à la base.

Le projet a permis de doter la région d'un agro-parc construit sur une zone de 16 hectares et l'implantation des mini-adductions d'eau potable (AEP) et de sécuriser les terres. Les producteurs bénéficient également des appuis techniques et en intrants agricoles.

L'ambition est d'accélérer la croissance économique, faciliter la création d'emplois et de la richesse par l'amplification de l'articulation agriculture-industrie dans toutes les régions du pays. Cette volonté est incarnée par le président de la République, Faure Gnassingbé qui fait du secteur agricole, l'un des piliers de l'économie togolaise à travers notamment la création des agropoles. Il est prévu dix agropoles dans le pays.

ATOP/BV/Source : cellule de communication de la présidence de la République

LES ZAAP, UNE SOLUTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE TOGOLAISE

Lomé, 23 avr. (ATOP) - Les Zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP) mises en place à travers le pays ont contribué au développement remarquable de l'agriculture togolaise.

Cette initiative, née de la volonté du chef de l'Etat, vise à renforcer la sécurité alimentaire, améliorer les conditions de vie des producteurs et faire du Togo un pôle d'excellence d'exportation des produits agricoles. L'objectif fixé est d'aménager 400 ZAAP sur toute l'étendue du territoire d'ici 2025 à raison d'au moins 100 ha par ZAAP.

En termes de productivité, les rendements des exploitants des ZAAP sont supérieurs à ceux des producteurs hors ZAAP avec une différence moyenne de 36% % (33,5% pour le sorgho, 77,5% pour le maïs, 18,25% pour le riz et 30% pour le soja). Outre l'aménagement, l'amélioration des bénéfices s'explique par la promotion de la mécanisation agricole, l'appui régulier de l'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT)

aux producteurs ainsi que la réduction des charges logistiques avec l'adoption des commandes groupées d'intrants et des ventes groupées des récoltes.

L'entrepreneuriat féminin dans le secteur agricole a également connu un engouement dans l'exploitation des ZAAP avec un taux d'accroissement de 35,1%. Selon les données obtenues, les femmes exploitent 27% de la surface totale de l'échantillon des 54 ZAAP enquêtées. Le gouvernement entend par ailleurs promouvoir la spécialisation des ZAAP en vue de créer des clusters agroéconomiques, des chaînes de valeurs intégrées et d'exploiter l'avantage comparatif de chaque localité du pays.

A fin novembre 2023, le Togo comptait au total 222 ZAAP à travers le territoire, couvrant une superficie totale de 32 230 hectares. Parmi ces ZAAP, l'agropole de la Kara se démarque avec 38 en aménagement au cours de cette année, dont 31 couvrent une superficie allant de 200 à 700 hectares.

ATOP/BV/Source : Cellule de communication de la présidence de la République.

ELECTIONS LEGISLATIVES ET REGIONALES

COUVERTURE SECURITAIRE DES LEGISLATIVES ET REGIONALES : **FOSELR DRESSE LE BILAN DES ACTIVITÉS DE LA JOURNÉE DU 22 AVRIL**



Un agent de FOSELR

Lomé, 23 avr. (ATOP) - La Force sécurité élections législatives et régionales (FOSELR) en charge de la couverture sécuritaire des législatives et régionales a dressé le bilan des activités de la journée du 22 avril.

Dans un communiqué publié le 22 avril, les responsables ont indiqué que la FOSELR 2024 s'est déployée dans la journée du 22 avril 2024 sur toute l'étendue du territoire national. Au terme de ce déploiement, 350 meetings, 11 caravanes et 64 portes à portes ont été sécurisés par les éléments de la FOSELR.

Toutefois, la FOSELR déplore quelques incidents malgré les multiples rappels à l'apaisement et à la non-violence au cours de cette campagne. C'est ainsi que dans la Kéran, plus précisément dans le canton de Warengo, des jeunes surexcités dudit canton ont refusé le passage d'une caravane UNIR sur un pont de fortune. Dans le canton de Katomé au Moyen-Mono il y a eu une interdiction de meeting au parti NET par un villageois armé de machette.

Ces incidents ont été dissipés par l'intervention de la FOSELR 2024, appuyée par certaines autorités locales. La FOSELR 2024, une fois de plus, félicite les différents acteurs politiques pour leur bonne collaboration et les encourage à poursuivre leurs efforts de sensibilisation pour une campagne apaisée.

ATOP/SED
BAS-MONO :

LES CANDIDATS DE « EBLI-MAÏS » EN OPERATION DE SEDUCTION A ATOME-GLOZOU



Remise de ballon à Agome- Glozou

aux élections régionales dans le Bas Mono a expliqué les objectifs qui sous-tendent son groupe à aller aux élections. Selon lui, l'ambition de sa liste est de défendre les intérêts des artisans auprès des instances dirigeantes notamment le gouvernement.

« Si je suis élu, je ferai tout possible pour avoir de partenariat pour promouvoir davantage le secteur de l'artisanat dans la préfecture et trouver des solutions liées à l'apprentissage et la formation professionnelle des apprentis », a-t-il indiqué. Il a exhorté les artisans à voter la liste « Ebli-Maïs ». ATOP/DK/AJA

SOTOUBOUA:

LES CANDIDATS DU PSR EN TOURNEE DE CHARME DANS LE CANTON DE TABINDE

Sotouboua, 23 avr. (ATOP) – Les candidats du parti politique, Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR) ont effectué, le 22 avril une tournée de mobilisation des électeurs dans les différents villages du canton de Tabindè, (commune de Sotouboua 1) dans le cadre des élections législatives et régionales du 29 avril prochain.

Les candidats ont animé des meetings dans les villages de Somiéda Laoudè, Tchoïdè, Tabindè sud et Tabindè Nord afin de mieux expliquer les enjeux des élections à leurs militants et aux populations.

Dans tous ces villages, la tête de liste aux législatives, Awadé Panawé et son suppléant, Issifou Nourdine ont invité leurs interlocuteurs à accorder leurs voix à leur parti afin de lui donner le pouvoir d'éradiquer définitivement le problème d'eau potable dans les milieux ruraux, de mettre fin au chômage des jeunes et de fournir les intrants agricoles à moindre coût aux agriculteurs.

Une fois au parlement, le PSR compte également organiser en syndicats et renforcer les agriculteurs pour qu'ils puissent s'auto suffire de leurs récoltes, a-t-elle ajouté. Mme Awadè et sa suite ont exhorté toutes les populations visitées à voter le PSR le 29 avril prochain pour le développement harmonieux du Togo.

ATOP/BTP/MEK



M. Awadé s'adressant à son auditoire

SOTOUBOUA:**LES CANDIDATS DU NET RATISSENT LARGE
DANS LES DIFFERENTS CANTONS***Mme Badabo face aux électeurs*

élections à leurs militants et aux populations.

A toutes ces étapes, la tête de liste aux législatives, Badabo Mingnawè a invité les populations à accorder leurs voix à son parti afin de lui permettre d'avoir la force pour renforcer les institutions togolaises, de mettre fin à l'impunité, au chômage et amorcer le décollage de la modernisation du Togo. Cela lui permettra également de renforcer la démocratie, de faire un partage équitable des ressources du pays, d'organiser et de renforcer les agriculteurs et œuvrer pour le bien-être socio-économique et sanitaire des femmes togolaises. M. Badabo a exhorté toutes les populations visitées à voter le NET pour que tous ces projets soient une réalité au Togo. ATOP/BTP/MEK

**LES MILITANTS DU PARTI ADDI RENCONTRENT L'ELECTORAT DE SISSIEK ET
D'EZIME**

Lomé, 23 avr. (ATOP) - Les candidats de l'Alliance des démocrates pour un développement intégral (ADDI) sont allés à la rencontre de l'électorat du canton de Sissiek (Commune Tandjouaré 2) et du village d'Ezime (Amou), à travers un meeting le lundi 22 avril en vue du double scrutin du 29 avril prochain.

A Amlamé, les militants d'ADDI de la préfecture de l'Amou ont mis en œuvre la stratégie porte-à-porte dans le village de Ezimé. L'objectif de cette opération est de ratisser large jusqu'aux confins des hameaux les électeurs pour la victoire des candidats du parti ADDI aux élections régionales et législatives. Il s'est agi de montrer aux populations en âge de voter le spécimen du bulletin de vote et d'indiquer la position du parti sur ce bulletin afin de permettre aux électeurs de faire un vote utile en choisissant ADDI.

Le parti ADDI prend part à ces élections que pour le compte des législatives. M. Assimado Komlan Elom est la tête de liste des candidats de ce parti.

Le président fédéral du parti ADDI, tête de liste des candidats aux législatives a expliqué l'importance de ces élections en matière de développement économique et de la

*Les militants du parti ADDI sollicitant le vote des électeurs*

promotion de la démocratie. Il a souligné que ces élections sont capitales pour l'alternance au pouvoir tant voulue par la population d'Amou.

A Sissièk, les candidats de ADDI ont préféré le jour du marché pour atteindre le maximum d'électeurs. Le président national du parti et tête de liste aux législatives, Tchaboré Gogué s'est félicité de la mobilisation des populations et surtout de leur courage et de leur ténacité d'avoir abandonné leurs activités commerciales pour venir les écouter.



Le président national de ADDI ratisse large à Sissièk



Militants ADDI mobilisés

Il a souligné que cette mobilisation doit se traduire dans les faits le jour du scrutin en choisissant la liste ADDI. Pour le prof. Gogué, « Nous disons aux gens que le pays est mal gouverné, que la population souffre et qu'elle a la responsabilité de se prendre en charge. Donc, ils ont l'obligation de voter pour le changement. Avec la nouvelle constitution qui est adoptée dans des conditions difficiles et non logiques, il faut que toute la population se prenne en charge pour montrer au monde que ce qui s'est passé n'est pas approuvé par l'ensemble des Togolais ».

Auparavant, plusieurs membres de son équipe s'étaient succédés pour expliquer le bien-fondé de ce double scrutin et démontrer à l'électorat comment voter utile. ATOP/FD

L'UFC A LA CONQUETE DE L'ELECTORAT DANS LE BAS MONO ET TONE

Lomé, 23 avr. (ATOP) - Les militants et sympathisants de l'Union des forces de changement (UFC), ont animé des meetings pour solliciter le suffrage des électeurs, le lundi 22 avril dans plusieurs localités des préfectures de Bas Mono et de Tône. Du 13 au 23 avril, les candidats du parti ont parcouru les villages et hameaux de la préfecture de Tchaoudjo pour organiser des meetings.



M. Afanou s'entretenant avec l'assistance



Présentation des produits de palmier

Les meetings ont permis de présenter les candidats au double scrutin aux populations et de faire une démonstration de l'opération de vote. Dans les deux préfectures, l'assistance a été entretenue sur les projets de société du parti en termes de

lutte contre la transhumance, l'installation d'une usine de transformation de tomate, la lutte contre l'exode rurale des jeunes, le développement des infrastructures routières et sur les projets agricoles, sociaux et éducatifs.

Dans le Bas Mono, les leaders de l'UFC ont sillonné Bâtonou, Gbandidi, Agome-Seva, Agbetiko et Logowome dans la commune de Bas-Mono 2. Ils ont invité la population à voter utile le 29 avril pour permettre à l'UFC de raffermir la justice sociale et les droits de l'homme dans le pays.

M. Afangbedji Komlan Sedufio, tête de liste UFC Bas Mono aux élections législatives a invité la population à voter massivement son parti le jour J. Cet appel a été réitéré par M. Akoesso Jérôme, tête de liste UFC aux régionales. Il a exhorté les populations à plébisciter les candidats du parti en vue du développement de la préfecture. « UFC est ressuscitée », a-t-il laissé entendre.



La candidate Dandam séduisant l'électorat à Nioukpourma



Militants et sympathisants attentifs aux messages

Dans le Tône, Mme Pandam Gnokou a été présentée comme tête de liste aux législatives à Nioukpourma (Tône 3).

A Sokodé, la tête de liste aux législatives, Tchédre Souleymane a présenté le projet de société de leur parti qui fait du social son cheval de bataille. Ce projet prévoit, au plan social, l'octroi des pensions vieillesse à tous les Togolais âgés de 60 ans, des allocations de 25000 F aux jeunes togolais diplômés âgés de 25 ans sans-emplois et de 20.000 F à ceux qui ont au moins 30 ans et qui ne font pas partie des deux premières catégories. Sur le plan sanitaire, l'UFC compte assurer la gratuité du bilan de santé à tout Togolais âgé de 30 ans chaque cinq ans et la prise en charge du traitement des maladies chroniques.

M. Tchédre a souligné que le projet de société de son parti prend en compte toutes les couches socio-professionnelles. C'est pourquoi, il a demandé aux populations visitées de voter massivement l'UFC le 29 avril prochain pour la réalisation de ce projet d'intérêt national.

ATOP/TJ

LE GROUPE DE PARTIS POLITIQUES « ALLIANCE ENSEMBLE » A LA CONQUETE DES ELECTEURS A ANIE

Anié, 23 avr. (ATOP) - Les premiers responsables et les candidats du groupe de partis politiques « Alliance Ensemble », ont rencontré l'électorat de l'Anié lors d'un meeting le lundi 22 avril dans ladite localité.

Les candidats et militants de ce groupe de partis ont sensibilisé et informé la population sur les enjeux de ce double scrutin et ont sollicité ceux-ci à voter « Alliance Ensemble » pour le changement et le développement de la préfecture afin de promouvoir le vivre-ensemble, la paix, la cohésion sociale, la concorde.

La tête de liste pour les législatives, Lamany Zarifou Simbey a souligné que Anié est un milieu cosmopolite et donc il faut promouvoir le vivre-ensemble. Il promet instaurer la permanence parlementaire à Anié, ce qui permettra de recueillir les besoins de la population en faisant remonter les informations aux pôles de décisions au haut niveau. « Nous voulons être proche de la population pour les secourir, les écouter et remonter leurs doléances à qui de droit. C'est l'occasion de rappeler et d'attirer l'attention des autorités suprêmes sur la population de l'Anié et surtout sur la jeunesse qui est délaissée à elle-même », a-t-il laissé entendre.



Vue partielle de la présence au meeting



M. Adrien Beleke Akouété au micro lors du meeting

M. Adrien Beleki Akouété du CPP, et Me Mouhamed Tchassona Traoré du MCD, ont entretenu l'assistance sur pourquoi il faut voter « Alliance Ensemble », et surtout comment suivre le processus le dépouillement des bulletins après le vote jusqu'à la fin.

Le groupe de partis politiques « Alliance Ensemble » est constitué par trois partis politiques à savoir la Convention patriotique panafricaine (CPP) de feu Edem Kodjo actuellement dirigé par M. Adrien Beleki Akouété ; le Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD) de Me Mouhamed Tchassona Traoré ; Lumière pour un développement dans la paix (LDP) de M. Ouro-Akpo Tchagnaou.

Pour les régionales, la tête de liste pour « Alliance Ensemble » - Anié est M. Etadzi Kokouvi. ATOP/KV/KYA

L'ANC APPELLE LES POPULATIONS A PLEBISCITER SES CANDIDATS

Lomé, 23 avr. (ATOP) - Le parti politique Alliance nationale pour le changement (ANC), à l'instar des autres partis poursuit sa campagne de mobilisation de l'électorat dans le cadre des élections législatives et régionales du 29 avril. Le lundi 22 avril, le parti a appelé les populations à plébisciter ses candidats de Vo et à Namongue dans le Tône.



M. Fabre, 2eme de la gauche, encourageant les candidats présentés



Le président Fabre, debout au milieu, lors de sa séduction du public

***Dans le Vo**, le parti a organisé une tournée dans les localités Dzrekpo, Badougbe et de Vogon. Ces différentes étapes ont permis aux représentants de la coordination de la

fédération de Vo de présenter aux populations, les cinq candidats du parti, le logo du parti et de leur démontrer comment voter afin d'éviter des bulletins nuls.

Le président national de l'ANC, Jean-Pierre Fabre qui est allé renforcer l'équipe de Vo, a encouragé l'assistance à lutter pour le changement au Togo. Il a rappelé les efforts fournis par les pionniers de l'indépendance du Togo et les conditions de vie actuelles des Togolais. Il a invité les populations à la non-violence durant la période électorale. M. Fabre a exhorté l'électorat de Vo à voter massivement pour les candidats de son parti le lundi prochain.



La tête de liste ANC devant l'électorat de Namongue

***A Namongue (Tône)**, une caravane suivie d'un meeting organisé par la tête de liste aux législatives, Kamouk Aho Bitame, a regroupé les militants et sympathisants du parti. Celui-ci a appelé la population de Namongue et de ses environs à voter massivement la liste de l'ANC pour la sécurité, la paix, la liberté, le changement et le développement du pays.

Après avoir montré comment voter pour éviter des erreurs entraînant des bulletins nuls, le candidat de l'ANC a demandé aux populations de garder soigneusement leurs cartes d'électeurs pour cet exercice. Il a expliqué aux électeurs l'enjeu de ce double scrutin tout en les exhortant à porter leur choix sur sa liste le jour du scrutin. « J'ai demandé qu'on vote l'ANC pour avoir un député de l'opposition, car depuis l'avènement de l'indépendance, Tône n'a jamais eu un député de l'opposition, tous ceux qui passent sont du parti au pouvoir, nous voulons aujourd'hui un changement », a déclaré le candidat Kamouk Aho. Il a promis qu'une fois élu, il restera toujours en contact avec les populations afin qu'elles puissent lui exprimer directement leurs besoins.

A Djarkpanga, le candidat Sita Saharou et son équipe, étaient les 21 et 22 avril avec les militants et sympathisants de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) dans plusieurs localités de la préfecture, notamment à Bolkantaga, Sangoul, Kpangamè, Matchotom et Djarkpanga. A travers des rencontres de sensibilisation et de séduction avec les populations en âge de voter de ces localités, M. Sita, seul candidat sur la liste du parti ANC pour les élections législatives et régionales du 29 avril prochain dans la préfecture, a appelé l'électorat à porter massivement son choix sur lui le jour du scrutin. ATOP/BA

UNIR INVITE LES ELECTEURS DES PREFECTURES DE KLOTO, BLITTA, ASSOI ET OGOU A VOTER SES CANDIDATS

Lomé, 23 avr. (ATOP) – Après plus d'une semaine de démarrage de la campagne électorale pour le compte des prochaines élections législatives et régionales, les candidats du parti Union pour la République (UNIR) ont poursuivi les opérations de séduction des électeurs, le lundi 22 avril, dans les préfectures de Kloto, Blitta, Assoli et Ogou.

***A Kpalimé**, les candidats se sont retrouvés à Womé dans la commune Kloto 1 pour le dernier méga meeting de la campagne avant la grande apothéose le vendredi prochain. Ils ont échangé avec la population sortie nombreuse, sur les enjeux des élections législatives et régionales ainsi que sur les idéaux de paix, du vivre ensemble et du développement des communautés à la base.

La tête de liste pour les législatives, Prof. Kokoroko Dodzi Komla a rappelé les réalisations du parti et du chef de l'Etat dans la préfecture et promis continuer dans cette lancée après leur plébiscite. Il a demandé à la population de faire confiance à la liste UNIR, précisant qu'ils seront toujours à leur écoute et à agir pour répondre à leurs besoins et à leurs attentes.



Le candidat Kokoroko face aux chefs traditionnels à Womé



Images de katchenké

Même message dans les villages de la commune Kloto 2 où le candidat pour les législatives, Auguste Dogbé Tsogbé accompagné du député Desmond Dégboé ont invité les électeurs de la zone à être tous unis comme un seul homme pour voter leurs listes.

Dans le Kloto 3, c'est le même son de cloche. La candidate sur la liste des législatives, Mme Sabine Grüner et la tête de liste pour les régionales, Dr Atotonu Amah et quelques candidats et cadres du parti ont rencontré les populations de Kuma-Tsamé où une grande mobilisation les a accueillis.

Dans toutes ces localités, des démonstrations de vote avec des spécimens de bulletins de vote ont été effectuées aussi pour les législatives que pour les régionales afin d'éviter les bulletins nuls lors du dépouillement.

***A Blitta-Gare**, les candidats ont tenu des meetings dans les cantons de Pagalavillage, Katchenké et dans le village de Djidjolé (commune de Blitta 3). Au cours de ces rencontres, les candidats d'UNIR à ces élections ont été présentés aux militants et aux populations.



Démonstration de vote dans un sketch des jeunes lors du meeting à Bafilo



Vue partielle des populations de Tchèti Gnagna

Dans leurs messages, les têtes de listes aux législatives et régionales, respectivement André Agbéko et N'béou Nayo, ont présenté à leurs auditoires le programme de société de leur formation politique qui prend en compte tous les aspects du développement. Ils ont rappelé les grandes réalisations du président du parti, Faure Gnassingbé dans la préfecture, citant, entre autres, la centrale solaire photovoltaïque de Blitta et les adductions en eau potable permettant à la population de disposer de l'électricité et de l'eau potable en permanence. Au regard de ces acquis, MM. Agbéko et M'béou ont sollicité le suffrage massif des électeurs de ces localités afin de permettre au

leader du parti de poursuivre dans la paix, la sécurité et la stabilité les chantiers de développement déjà entamés pour le bonheur des Togolais.

La campagne de conquête des électeurs se poursuit ce mardi dans les cantons de Welly, Tintchro, Tchifama, Atsinsté et N'poti toujours dans la commune de Blitta 3.

***Dans le Bafilo**, c'est à travers un meeting que les candidats, à leur tête, Mme Kassah-Traoré Tchakondo Zouréhatou ont échangé avec leur électorat. Le directeur de campagne UNIR-Assoli, Sani Dégbémia a évoqué les réalisations du président de la République dans la préfecture.

La députée Abdoulaye Adjaratou a invité les militants et sympathisants à sortir le jour du scrutin pour voter massivement les candidats de leur parti. Elle a dit que voter le parti Unir, c'est voter pour l'émancipation, la promotion et l'autonomisation de la femme dans le pays.

Même message à Ifoulo, un village situé dans le canton de Koumondè où les candidats ont également animé un meeting.

***Dans la ville d'Atakpamé**, les candidats ont rencontré les électeurs du quartier Tchèti Gnagna. Cette rencontre leur a permis de se présenter, d'expliquer et d'éclairer les populations sur les projets du parti UNIR tant prôné par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé dans les domaines, entre autres, économique, social, infrastructure, agricole et emploi des jeunes. Il s'agit surtout pour les candidats de demander aux populations de voter pour UNIR pour lui permettre de continuer ses actions de développement pour le bien-être de tous.

La liste des candidats pour les législatives compte huit personnes pour quatre sièges à l'Assemblée nationale. A la tête de cette liste, Mme Yawa Kouigan. Pour les régionales, ils sont onze avec pour tête de liste, Georges Aidam. A l'issue de la présentation, les populations ont suivi des explications sur la procédure de vote.

La candidate Kouigan, a brièvement exposé les vastes chantiers du parti UNIR au profit des populations notamment des femmes, des jeunes, des agriculteurs, des élèves et des personnes âgées. Elle a demandé aux populations de voter utile en choisissant UNIR afin de permettre au parti de réaliser les projets de développement pour le Togo.
ATOP/DHK

TCHAOUDJO/ELECTIONS LEGISLATIVES ET REGIONALES :

LE PDP VANTE SES DIX MESURES POUR TRANSFORMER LE TOGO

Sokodé, 23 avr. (ATOP)-Les candidats du Parti démocratique panafricain (PDP) poursuivent leur campagne de conquête de l'électorat de la préfecture de Tchaoudjo en vue de leur victoire aux élections législatives et régionales du 29 avril prochain. Ils vantent les dix mesures du parti pour transformer en « profondeur » le Togo.

Les candidats ont sillonné, du 13 au 22 avril, les villages des cantons de Kparatao, Kéméni, Alhéridè, Amaidè, Kolina, Agouloudè, Wassarabo et Komah pour tenir des meetings. Dans toutes ces localités, les candidats du PDP ont été accueillis par les populations.

Dans son message, le 2^e tête de liste aux législatives, Ouro Sama Achraf a exposé aux militants et aux populations le projet de société de leur parti comportant dix mesures « pour transformer en profondeur le Togo sur le plan économique, sanitaire, agricole, touristique et artistique ». Il a précisé que son parti compte, entre autres, promouvoir les PME/PMI, multiplier les Unités de soins périphériques (USP), valoriser le travail des agriculteurs, favoriser l'accès à l'eau potable et à l'électricité pour tous. Cette formation politique se propose également de régler le problème de l'emploi des jeunes, revigorer le

passé des Nanas Benz, revaloriser les monuments sur le territoire national et encourager la recherche scientifique. M. Ouro-Sama a fait comprendre aux populations que ce projet de société ne peut se concrétiser qu'à condition pour eux d'être au parlement et dans les conseils régionaux. Raison pour laquelle, elles doivent voter utile en se mobilisant massivement pour porter leur choix sur le PDP le 29 avril prochain.

Les populations ont été réceptives au projet de société du PDP et promis accorder leur suffrage à ses candidats. ATOP/MEK/KYA

NOUVELLES DES PREFECTURES

OTI/ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE:

MME SIMKIZANI ELUE PRESIDENTE DE L'ASSOCIATION «SOLIM»

Mango, 23 avr. (ATOP) - Mme Amah Simkizani a été élue, le vendredi 19 avril à Mango, présidente de l'association « Solim » lors d'une assemblée générale ordinaire. Le bureau exécutif compte sept membres avec un mandat de trois ans renouvelable.



Organisateurs et invités



Le nouveau bureau. On reconnaît la présidente (au milieu)

«Solim» est en partenariat avec l'ONG Plan International Togo à travers son projet « Gouvernance participative ». Ce projet vise à impliquer les filles, les femmes et les personnes en situation de handicap dans la gestion des affaires de la commune. La rencontre a permis de passer en revue les textes juridiques de l'association et renouveler le bureau. Il s'agit aussi de redynamiser cette association en lui imprimant une nouvelle vision pour le bonheur de ses membres.

Il s'est agi d'adopter une trentaine d'articles des statuts ainsi que le règlement intérieur pour mieux atteindre les objectifs de cette association. Il découle des échanges que «Solim» se veut être une association apolitique, indépendante et à but non lucratif qui entend intervenir dans plusieurs domaines, entre autres, la santé, l'éducation, l'équité-genre, l'environnement, la promotion des femmes et des filles ainsi des personnes en situation de handicap.

Le secrétaire général de la commune Oti 1, Tontondji Nawanou a, au nom du maire, félicité les membres de cette association pour toutes les actions qu'ils posent pour le développement de la commune. M. Tontondji a exhorté les membres à fédérer leurs énergies pour l'atteinte des objectifs puis réitéré le soutien de la commune Oti1. Il a enfin exprimé sa reconnaissance à Plan International Togo pour ses appuis multiformes à l'endroit de cette association.

La coordinatrice du projet « Gouvernance participative », Mme Touré-Mamadou Reyhanath a salué l'engagement ferme de cette association dans la promotion de la

femme et de la fille et à créer un monde plus équitable et inclusif pour la gent féminine. Pour Mme Touré-Mamadou, l'association « Solim » incarne la vision de la société civile travaillant avec les autorités communales pour le développement de la localité. Elle a réaffirmé la disponibilité de son institution à travers ce projet à accompagner cette association.

Mme Simkizani a invité ses pairs à une franche collaboration pour œuvrer pour le rayonnement de tous et l'atteinte des objectifs de l'association «Solim».
ATOP/TT/SED

LE BILAN DE LA COOPEC BLITTA « SATISFAISANTE »



Les membres de la coopec et autorités

défis auxquels fait face l'institution.

Selon les différents rapports, il ressort que la COOPEC a 21.517 membres, avec un encours de dépôt de 1.207.867.138 F CFA. Elle a débloqué 1637 dossiers de crédit pour un montant de 1.207.574.000 F CFA avec un nombre total d'emprunteurs de 1398. Après révision des comptes, le bilan de la COOPEC-Blitta s'équilibre en actif et passif à la somme de 1.329.679.145 F CFA avec un excédent net de 17 537 150 F CFA.

Les membres de l'institution envisagent améliorer les services d'épargne et de crédit en renforçant l'efficacité du processus d'octroi de crédit. Ils comptent également renforcer l'effectivité de la tontine digitale (SYSCOFOP) et l'instruction digitale du crédit agricole. Aussi, ils entendent mettre en place le mobile Banking en vue de permettre aux clients d'opérer 24H/24.

Le Président du conseil d'administration (PCA) de la structure, Labante Yao a souligné que la COOPEC souffre toujours du non-respect des normes de capitalisation compte tenu du report à nouveau débiteur important, malgré la réalisation des résultats excédentaires sur les trois derniers exercices. Il a convié les membres souscripteurs de la part sociale d'investissement à résilier leurs contrats. M. Labante a exhorté les membres bénéficiaires de crédits et qui sont en retard de remboursement à régulariser leurs situations afin de rentabiliser et de pérenniser la coopérative, car dit-il, « C'est en agissant de concert que nous atteindrons nos objectifs ».

Le directeur de la Coopec Gaieté Sokodé, Adjodo Kossi, représentant le directeur général de la FUCEC Togo, a indiqué que la FUCEC continuera de renforcer les Coopec en termes de produits et services adaptés et compétitifs aux besoins de ses membres.

Le directeur de la COOPEC Blitta, Klu Elikplime a expliqué aux participants les nouvelles techniques adoptées par les microfinances dans le but de dégager une meilleure marge financière.

Le préfet de Blitta, Batossa Boukari s'est réjoui du rôle que joue la Coopec dans la vie socio-économique et agricole de la préfecture de Blitta. Il a rappelé aux coopérateurs que

les partenariats signés entre le gouvernement et la direction générale de la FUCEC permettent à la population de sortir de la précarité. ATOP/SF/BV

DES MARAICHERS DU ZIO FORMES SUR LES BONNES PRATIQUES AGRICOLES

Tsévié, 23 avr. (ATOP) – Une trentaine de maraichers du SCOOPS Agblegno de la préfecture du Zio prennent part, du 22 au 25 avril à Abobo, à trente kilomètres au sud-est de Tsévié, à un atelier de renforcement de capacités en agroforesterie et en gestion des Activités génératrices de revenus (AGR).

Cet atelier est une initiative de la Brigade d'actions rurales au Togo (BRACRU-Togo) avec l'appui financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnel (FNAFPP).

Ce projet entend réduire, voire supprimer l'utilisation des intrants chimiques agricoles dans le secteur du maraichage en vue de lutter contre la pollution des terres et des eaux et préserver la biodiversité. Il s'agit également de les initier à la gestion des AGR. La phase théorique de la formation sera consacrée à la gestion coopérative et des AGR, tandis que l'aspect pratique portera sur la fabrication des pesticides naturels et au compostage dans le Centre de Formation et d'Appui aux Initiatives Agricoles dans le canton d'Abobo.

Le responsable de BRACRU, Ahama Yawo Séwa a fait savoir que l'agriculture est une activité fondamentale dans la vie et la survie de toute communauté, car elle est à la base de l'alimentation et de tout développement, raison pour laquelle il faut veiller à la qualité des produits agricoles pour permettre leur contribution à la bonne santé des populations. M. Ahama a demandé aux bénéficiaires de mettre en pratique les connaissances de la formation dans leurs champs et jardins. ATOP/AKM /TJ



Les bénéficiaires de la formation à Abobo

KLOTO/ARTS PLASTIQUES :

DES JEUNES DÉSŒUVRÉS ET APPRENANTS EN PEINTURE RENFORCENT LEURS CAPACITES



Les apprenants en atelier de formation

Kpalimé, 23 avr. (ATOP) - Des jeunes désœuvrés de la ville de Kpalimé et des apprenants en peinture du Collège d'enseignement artistique et artisanal (CEAA), participent du 22 au 26 avril à Kpalimé, à un atelier pratique de renforcement de leurs compétences sur l'initiation aux arts plastiques.

Initiée par l'artiste plasticien togolais, Agbéfu Nomessi Komi, cette formation en arts plastiques a reçu le soutien du ministère de la Culture et du Tourisme à travers le Fonds national de promotion culturelle (FNPC). Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Eveil artistique à Kpalimé, rencontre et initiation des jeunes aux arts plastiques".

Ce projet vise à offrir aux participants, l'opportunité de s'engager dans les arts plastiques, en leur fournissant une plateforme créative pour explorer leur potentiel artistique et développer leurs compétences. C'est un projet qui cherche à canaliser l'énergie et la créativité des jeunes vers des formes d'expression positives et enrichissantes. Il a pour but de mettre en lumière le problème de manque d'opportunités d'activités pour les jeunes.

A travers des ateliers et sessions de formation, les participants auront l'occasion d'apprendre et de maîtriser différentes techniques artistiques telles que la peinture, le dessin, la sculpture et l'étude des couleurs. Ils seront également encouragés à puiser dans leurs expériences personnelles et environnementales des idées pour créer des œuvres originales et significatives.

L'artiste plasticien, Agbéfu Nomessi Komi a expliqué que l'art est un moyen d'expression personnelle et de développement de compétences. Justifiant la formation, il a souligné que la ville de Kpalimé, fait face à un taux élevé de chômage chez les jeunes et à un manque d'infrastructures éducatives et culturelles sur l'art et la peinture. Aussi a-t-il indiqué que ces jeunes se retrouvent souvent sans perspectives d'avenir, ce qui les expose à divers risques sociaux et économiques tels que la délinquance, la toxicomanie et le désespoir. Cette formation dit-il est une aubaine et une occasion pour ces jeunes de se donner des capacités d'insertion et de prise en charge professionnelle dans la vie active.

M. Dzakpata Komi Fogan, enseignant au CEAA, relève que cette formation, est un plus pour les apprenants. Elle leur permettra dit-il, de se prendre en charge une fois à la fin de leur cursus pédagogique. « Avant de survivre, vous avez vous-même besoin d'avoir un savoir-faire afin de pouvoir vous prendre en charge », a déclaré Dzakpata.

ATOP/AYH/KYA

64^E ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DU TOGO

L'HYMNE NATIONAL, UN APPEL A LA CITOYENNETÉ ET AU PATRIOTISME

Par SAND Ellom Daniel

L'hymne national, porteur d'un message de patriotisme et de citoyenneté, est une musique de circonstance destinée à représenter un État. En d'autres termes, c'est un chant patriotique adopté par chaque pays pour être exécuté lors des cérémonies de la vie publique. Représentant une nation dans le protocole internationale, l'hymne national est un chant officiel. Il est aussi joué lors des confrontations sportives pour honorer le pays de l'athlète ou de l'équipe vainqueur.



Des élèves, au mât, exécutant l'hymne national

Le 27 avril 1960, le Togo devient indépendant et adopte « Terre de nos aïeux » comme son hymne national. Ce texte adopté en 1960 est écrit par Monseigneur Robert Casimir Dosseh-Anyron et la musique, l'œuvre de Alex Casimir-Dosseh. « Terre de nos aïeux » a été suspendue dans les années 80 et remplacé par l'hymne du parti au pouvoir, le Rassemblement du peuple togolais (RPT). Suite au soulèvement populaire du 5 octobre 1990, le gouvernement a restauré la « Terre de nos aïeux ».

Que dit l'hymne national togolais ?

L'hymne national est composé de trois couplets. Le premier titré « Salut à toi, pays de nos aïeux », le deuxième, « Dans l'unité, nous voulons te servir » et le troisième « Salut, salut, à l'univers entier ».



L'hymne national exécuté par les députés à l'Assemblée nationale

sommes, dit-il, les paroles de l'hymne national togolais invite le Togolais à venir bâtir la Patrie par le travail. Pour M. Adibolo, le fond de l'hymne togolais révèle ce qui est beau, bien et le travail assigné à chaque Togolais.

Pour Aristide, un ouvrier à Mèche Amina, l'hymne appelle le peuple à la construction du pays tout en se référant aux luttes menées par les aïeux pour la libération nationale.

Le Curé de la paroisse Saint Jean Baptiste de Hédzranawoé Edjia, RP Agbélékpo-Fiadzé Sylvestre-Euloge relève que l'hymne national rappelle à chaque Togolais qu'il fait partie d'une famille. L'exécution de « Terre de nos Aïeux » dit-il, donne de l'espoir et rappelle aux Togolais, la lutte de ces hommes vaillants pour l'indépendance. A l'heure actuelle, l'hymne exhorte le Togolais à faire la même lutte pour un devenir meilleur du Togo. Il précise que l'hymne national « nous rassemble dans une même maison où nous devons vivre en paix, se pardonner mutuellement et vivre dans la cohésion sociale ».

Pour le chef division chargé des relations médias à la direction de la formation civique, Koffi Méléagbé Agano, le premier couplet rend hommage à la mère patrie, une terre de quiétude. Ce premier couplet, dit-il « nous exhorte dans notre aspiration à la liberté à défendre avec dignité voire au prix de notre vie, la patrie contre ses ennemis d'où qu'ils viennent. Il invite tous les Togolais à apporter leur pierre à sa construction ». Le deuxième couplet convie les Togolais à aimer et à servir le pays dans l'unité. Pour le troisième couplet, M. Agano affirme qu'il exhorte toutes les nations à s'engager pour une nouvelle humanité fondée sur la solidarité et la fraternité.

La complaisance des populations envers l'hymne national

De l'avis des spécialistes, l'hymne national n'est plus respecté par la population. Dans le milieu éducatif, le ministre en charge de l'Enseignement, Prof Dodji Kokoroko a relevé dans une note circulaire du 8 août 2022 « une complaisance notoire dans l'organisation des rassemblements pour la montée des couleurs et le chant de l'hymne national dans les établissements scolaires publics et privés ».

Revenant sur la complaisance des populations envers l'hymne national, le directeur Adibolo évoque que sur tous les plans, il y a un manque de civisme et les gens ont perdu cette attitude d'aimer et de proclamer la grandeur de son pays. Pour le manque de ce civisme, ajoute-t-il, cela provient des écoles surtout des écoles privées qui sont dans des maisons et ne permettant d'aller au mâât pour exécuter l'hymne nationale. Ce qui a engendré une carence notoire chez ces élèves même devenus âgés n'arrivent pas à chanter correctement l'hymne. Par contre dans les écoles publiques qui sont moins

nombreuses par rapport aux privées, la montée des couleurs et l'exécution de l'hymne est obligatoire chaque matin.

Aristide fait remarquer que « chaque togolais se cherche pour survivre surtout en ces temps de vaches maigres. Donc il n'a pas le temps de s'arrêter lorsqu'on chante l'hymne. C'est vrai dans le temps tout le monde respectait la montée du drapeau et l'exécution de l'hymne national et cela est dû à la rigueur des enseignants mais aujourd'hui, on dirait que les enseignants sont fatigués, du fait que les élèves ne s'exécutent pas lorsqu'on leur parle de civisme. Moi je trouve que ceci est lié à l'interdiction des punitions corporelles, » a confié Aristide.

De l'avis du RP Agbélékpo-Fiadzé, la valeur du chant n'est plus perçue comme elle devrait l'être. « Dans des établissements scolaires ou dans des rassemblements, lors de l'exécution de l'hymne, il y a des personnes qui se déplacent, s'assoient ou peuvent causer, ce qui normalement n'est pas bien, » a indiqué le Curé. Le RP Agbélékpo-Fiadzé a invité les responsables d'écoles à divulguer l'hymne pour faire comprendre son importance et l'attitude à tenir lors de son exécution. Pour cela il faut sensibiliser les élèves et les jeunes sur la valeur de l'hymne. Le Curé a aussi fait cas du respect de la mélodie de l'hymne national. « Aujourd'hui, les élèves chantent très mal l'hymne national, la musique doit rester telle conçue alors j'invite les instituteurs à bien enseigner et la mélodie et la parole aux élèves, » a conclu le RP Agbélékpo-Fiadzé.

« Nous pouvons dire que les Togolais n'ont plus la même perception de l'hymne national que celle qu'avaient nos parents dans les années qui ont suivies la proclamation de l'indépendance. En 2023, les préoccupations majeures des populations sont d'ordre économique reléguant au second plan les importants messages de l'hymne national », a souligné M. Agano. Pour lui, face aux nouveaux défis auxquels le Togo est confronté surtout sur le plan sécuritaire, « il faut intensifier les campagnes de sensibilisation sur l'hymne national, procéder à une traduction dans toutes les langues nationales pour permettre une plus large accessibilité ».

NOUVELLES DE L'ETRANGER

DES JOURNALISTES DES AGENCES DE PRESSE AFRICAINES EN FORMATION SUR LE FACT-CHECKING A RABAT



Les journalistes et officiels

Air Maroc. Elle a pour objectif de renforcer les capacités des journalistes en matière de "Fact-Checking" en leur permettant d'acquérir les connaissances théoriques et les compétences pratiques nécessaires pour maîtriser les techniques de vérification de

Rabat, 23 avr. (ATOP) - Vingt-cinq journalistes des agences de presse membres de la Fédération atlantique des agences de presse africaines (FAAPA) participent du 22 au 26 avril à Rabat au Maroc à un séminaire sur « le fact-checking : détection des fake news dans les contenus médiatiques ».

Cette rencontre qui se déroule au centre africain de formation des journalistes (CAFJ) est organisée par la FAAPA en partenariat avec la Bank Of Africa et Royal

l'information et lutter contre les Fake News et autres rumeurs. Cette session permet également de renforcer la résilience des journalistes face à la désinformation et les encourager à partager les expériences en matière de vérification des faits.

La finalité de cette initiative est de créer un cadre, une plateforme spécialisée des journalistes dans la vérification des informations et du contenu multimédia ainsi que l'élaboration d'un guide sur le "Fact-Checking" en vue de le mettre à la disposition des journalistes des agences de presse africaines.

Cette formation théorique et pratique est assurée par des formateurs experts en la matière. : L'introduction au "Fact-Checking", les outils et techniques de "Fact-Checking", les pratiques d'écriture du "Fact-Checking", la méthodologie ainsi que les rôles et missions du "Fact-Checking" sont les différents modules au programme des travaux.

« La pertinence de la thématique choisie pour ce séminaire traduit l'importance qu'accorde la FAAPA à un sujet d'actualité qui nous préoccupe tous en tant que professionnels des médias », a révélé M. Fouad Arif, président de la FAAPA, à l'ouverture des travaux. Il a affirmé que le paysage médiatique actuel est caractérisé par l'impact des réseaux sociaux qui contribuent à la prolifération des fake News, ajoutant que pour cela « les agences de presse africaines sont aujourd'hui appelées dans le cadre d'une nouvelle dynamique à s'adapter aux profondes mutations qui s'opèrent dans le monde des médias notamment en accompagnant l'évolution rapide des systèmes d'information ».

M. Fouad Arif a aussi appelé les journalistes des agences de presse africaines membres de la FAAPA à être vigilants dans le processus de collecte, de traitement et diffusion de l'information à travers l'application des techniques de "Fact checking" afin de lutter contre ce phénomène. «C'est la raison pour laquelle je souhaite que ce séminaire de formation aboutisse à la création d'un réseau actif de Fact Checkers au sein de l'institution de la FAAPA qui contribuera au sein de vos rédactions respectives à implémenter les techniques de vérification de l'information et permettront de renforcer la coordination entre les membres de la FAAPA dans ce domaine », a dit M. Fouad.

ATOP/CA/AJA

LE PRÉSIDENT NIGÉRIAN APPELLE À DES EFFORTS RÉGIONAUX CONTRE LE TERRORISME, LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS

ABUJA, (Xinhua) -- Le président nigérian Bola Tinubu a appelé lundi à établir un centre régional de lutte contre le terrorisme qui servira de pôle pour le partage de renseignements, la coordination opérationnelle et la construction de capacités dans toute l'Afrique.

S'exprimant lors d'une réunion africaine de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme à Abuja, capitale nigériane, M. Tinubu a déclaré que l'Afrique devait adopter une approche globale pour combattre le terrorisme, non seulement par la force des armes, mais aussi en s'attaquant aux causes profondes de ce fléau, qui comprennent la pauvreté, les inégalités et les injustices sociales.

Tout en cherchant à répondre aux causes profondes du terrorisme, l'Afrique doit aussi s'attaquer "aux racines qui nourrissent cette branche maléfique - les rançons, l'exploitation minière illégale - car le terrorisme évolue et perfectionne les moyens de se financer, de se rééquiper et de se réapprovisionner en permanence pour mener à bien sa sinistre mission".

Des milliards et des milliards de dollars qui devraient être utilisés par des gouvernements légitimes pour façonner des sociétés meilleures en fournissant éducation, santé et nourriture à leurs concitoyens sont utilisés aujourd'hui pour acheter des armes et

répondre au chaos, a observé M. Tinubu, ajoutant : "Non seulement [le terrorisme] enlève des gens, mais ils enlèvent aussi des ressources précieuses."

En expliquant les liens entre l'exploitation minière clandestine et le financement du terrorisme, le président nigérian a appelé la communauté internationale à honorer ses obligations morales et juridiques en contribuant à la lutte contre ce fléau.

Le Nigeria veut "toquer à la porte de la communauté internationale" pour l'inviter à répondre à l'appel en faveur de la justice, de la paix et de l'équité dans la région, a-t-il déclaré, observant que la clé des efforts collectifs contre le terrorisme était le besoin urgent d'un centre opérationnel régional de lutte contre le terrorisme.

La région africaine doit renforcer ses structures de lutte contre le terrorisme existantes, a-t-il ajouté, souligné l'importance de mettre en place d'une force de réserve régionale dont le mandat inclurait la lutte contre le terrorisme.

XINHUA

LIBYE :

LA MISSION D'APPUI DE L'ONU DEMANDE UNE ENQUÊTE APRÈS LA MORT D'UN MILITANT POLITIQUE EN PRISON

Paris, (RFI) - L'ambassade des États-Unis à Tripoli s'est jointe, dimanche 21 avril, à l'appel de la Manul, la mission d'appui de l'ONU en Libye, pour demander une enquête « *indépendante et transparente* », après la mort d'un militant politique en prison à Benghazi à l'est du pays. Ce professeur d'université a été arrêté en octobre 2023 et détenu à la base militaire al-Rojma. L'ONU, tout comme Washington, a appelé à la « libération immédiate » de toutes les personnes « *détenues arbitrairement* » en Libye.

Siraj Doghman est un écrivain, intellectuel, universitaire et militant politique connu Libye. Dans une vidéo diffusée samedi dernier, le service de sécurité intérieure (SSI) de Benghazi, rattaché aux forces de l'est, a confirmé son décès. Selon ce service, qui dit s'appuyer sur une expertise médico-légale, il serait mort « *en tentant de s'évader de sa prison vendredi* » en « *tombant d'une fenêtre et en se fracturant le crâne* ».

Toujours selon les autorités sécuritaires de l'est libyen, l'arrestation de Siraj Doghman avec d'autres personnes s'appuie sur sa « *participation à une campagne* » incitant au « *renversement des agences officielles de l'État* », dont le commandement général de l'armée dirigé par Khalifa Haftar.

Une situation qui rappelle l'ancien régime de kadhafi

Tout en prenant note de la déclaration du SSI, la Manul indique qu'elle tient à souligner que « *son arrestation avec celles de Fathi Al Baaja, Tarek Al-Bishari, Salem Laaribi et Naser Daaessi sont arbitraires* » et rappelle qu'ils n'ont « *jamais été officiellement inculpés ni n'ont comparu devant un tribunal* ».

En Libye, selon plusieurs rapports internationaux, les droits humains sont souvent bafoués par les autorités en place. Les détenus d'opinion à l'est libyen sont nombreux, surtout à Benghazi où le maréchal Haftar tient le pays d'une main de fer. Cette situation rappelle l'ancien régime de Kadhafi. D'ailleurs, de nombreuses personnes travaillant dans les services sécuritaires avant 2011, ont intégré les services sécuritaires de l'est libyen.

RFI

EXPULSIONS AU RWANDA :

DES MIGRANTS INQUIETS APRÈS L'APPROBATION DE LA LOI

Africanews - Les demandeurs d'asile à Derby ont exprimé leur profonde inquiétude mardi après que le dernier effort du Premier ministre britannique, Rishi Sunak, visant à

envoyer certains migrants au Rwanda, a finalement été approuvé par le Parlement plus tôt dans la journée.

Cette approbation est intervenue quelques heures après l'annonce de Sunak selon laquelle les vols de déportation commencent en juillet.

Le gouvernement britannique prévoit de déporter vers le Rwanda certains des migrants entrés illégalement au Royaume-Uni, dans le but de dissuader ceux qui risquent leur vie dans des bateaux pneumatiques en espérant obtenir l'asile une fois arrivés en Grande-Bretagne.

Parmi les demandeurs d'asile à Derby, certains ont déjà reçu des **lettres du ministère de l'Intérieur** les mettant en garde contre le risque d'être renvoyés au Rwanda.

"Je suis très stressé. Je ne sais pas quoi faire. Tout ce à quoi je peux penser, c'est cette lettre et le Rwanda", a déclaré Hamza, 34 ans, un demandeur d'asile originaire d'Iran.

D'autres ont exprimé leur regret d'être venus au Royaume-Uni s'ils avaient su qu'ils seraient renvoyés au Rwanda.

"Si, vous savez, avant que je vienne ici, ils disent que, vous savez, ils (vont) me renvoyer au Rwanda, je ne serais jamais venu ici", a déclaré Fahed, 30 ans, un demandeur d'asile qui affirme avoir été torturé au Soudan.

La réaction des résidents locaux de Derby est également mitigée, certains exprimant leur préoccupation quant à la faisabilité du plan et à son coût potentiel élevé.

"Je suis assez sûr que ça va coûter beaucoup d'argent, alors que cet argent pourrait être utilisé ailleurs dans le pays", a déclaré une femme.

Le nombre croissant de migrants traversant la Manche en petits bateaux est devenu un enjeu politique majeur au Royaume-Uni, illustrant l'échec perçu du gouvernement à contrôler l'immigration.

Bien que le Parlement ait approuvé la législation, des défis juridiques supplémentaires pourraient encore retarder les vols de déportation, selon Tim Bale, professeur de politique à l'**Université Queen Mary** de Londres.

Les plans du Royaume-Uni d'envoyer des demandeurs d'asile au Rwanda ont été condamnés par des organisations humanitaires internationales, dont le **HCR et le Conseil de l'Europe**, qui craignent que cela n'affaiblisse les protections des droits de l'homme et nuit à la coopération internationale pour résoudre la crise mondiale des migrants.

En parallèle, la tragédie a frappé alors que cinq personnes ont perdu la vie mardi lorsqu'un bateau transportant environ 100 migrants a rencontré des problèmes en essayant de traverser la Manche. Africanews

SPORTS

USM ALGER-BERKANE ANNULE POUR DES RAISONS GEOPOLITIQUES, QUE S'EST-IL PASSE?

ALGER, (RFI) - La demi-finale aller de la Coupe de la confédération entre le RS Berkane et l'USM Alger a été annulée, ou a minima reportée, ce dimanche 21 avril. En cause : un maillot du club marocain sur lequel figure une carte éminemment politique qui n'a pas plus aux autorités algériennes, lesquelles ont décidé de confisquer les tuniques à l'aéroport.

Des images de tensions, des informations contradictoires entre médias algériens et médias marocains, des maillots saisis à deux jours d'une rencontre et au final... un match annulé. Pour une affaire de politique et de maillots, la demi-finale aller de la Coupe de la

confédération entre l'USM Alger et le RS Berkane qui devait avoir lieu ce dimanche soir ne se jouera pas, ou en tout cas pas tout de suite.

Le club marocain avait, à l'origine, fait le voyage en avion vendredi pour jouer son quart de finale. Problème, sur les réseaux sociaux, des images des joueurs, qui semblent au premier abord bloqués à l'aéroport d'Alger, ont fleuri. D'autres vidéos sont publiées dans la foulée sur lesquelles on voit la tension monter entre le staff, les joueurs et ce qui paraît être la sécurité de l'aéroport.

Chronologie d'une affaire géopolitique avant tout

L'origine de la montée de température ? Les bagages du club de Berkane, a minima les maillots, ont été saisis par la douane à l'aéroport, car y figure une carte du Maroc au milieu du torse. Cette dernière comprend le Sahara occidental, territoire considéré indépendant par l'Algérie. Une affaire géopolitique, donc. Plusieurs médias algériens ont assuré de leur côté que les joueurs n'ont jamais été retenus contre leur gré, que seulement les dirigeants du club ont été sommés de rester à l'aéroport pour trouver une solution. Ce seraient donc les joueurs qui, d'eux-mêmes ou sous l'impulsion de leur direction, seraient restés à l'aéroport pour peser sur les négociations.

Selon les informations qu'un camp et l'autre laissent filtrer par médias interposés, des négociations et des réunions auraient été engagées. D'après Radio Mars, qui cite une de ses sources sur place sans préciser laquelle, la première a été interrompue au bout de quelques minutes par les autorités algériennes venues mettre la pression sur les dirigeants de Berkane et les représentants de la CAF présents pour jouer les intermédiaires.

Plus tard, il est assuré par des médias algériens que le club marocain a refusé de jouer avec un patch sur le maillot, cachant la carte source de discorde. S'il est impossible d'avoir une vraie visibilité sur la situation, une chose est sûre : les deux parties campent sur leurs positions. D'ailleurs, Walid Sadi, le président de la Fédération algérienne de football (FAF), a pris position dans le dossier : « La réponse de l'Algérie est stricte et nous refusons de laisser jouer le RS Berkane sous ce maillot. Notre position est claire et nous ne reculerons pas et nous sommes prêts à tout. » Il a par ailleurs assuré que la FAF avait acheté des maillots pour l'occasion, afin d'éviter toutes tensions en amont du match.

Une déclaration ferme malgré la décision de la CAF, dans la journée de samedi, via une missive signée Emad Chenouda, responsable des compétitions interclubs, réaffirmant le droit du club marocain d'« utiliser les maillots pendant le match ». Dans sa lettre, il a également enjoint les autorités algériennes à « libérer l'équipement en question de la douane de manière urgente ». Sauf que rien ne bouge. En début de soirée, les deux clubs publient bel et bien des images de leurs joueurs se dirigeant vers le Stade du 5 juillet 1962 ou en briefing tactique avant le match, comme si de rien n'était. Les diffuseurs sont en place, les spectateurs gagnent progressivement leurs sièges.

Et ce qui devait arriver arriva. L'information tombe pour ramener tout le monde à la réalité : Berkane refuse de participer au match en l'absence de son jeu de maillot. Seule certitude, aucune solution n'a satisfait les dirigeants marocains. Pour le moment, aucune information n'est disponible sur les suites de cette décision, si le match est perdu sur tapis vert pour l'une des deux équipes ou s'il sera à rejouer. RFI

ESPAGNE :

DES JEUNES ASPIRANTS FOOTBALLEURS ETRANGERS EXPLOITES PUIS ABANDONNES A LEUR SORT

MADRID, (RFI) - L'Espagne est un eldorado pour beaucoup de jeunes migrants qui espèrent concrétiser leur rêve de ballon rond dans un pays où le football est roi. Mais

depuis de longs mois, un phénomène inquiète : de plus en plus de jeunes Guinéens, Marocains, Tunisiens arrivent en Espagne avec la promesse d'intégrer des centres de formation nationaux. Sauf que, bernés par les passeurs, leur rêve se transforme en désillusion.

Jouer sur la pelouse du stade Santiago Bernabéu, du Camp Nou, mais aussi du Wanda Metropolitano, en portant les maillots du Real Madrid, du FC Barcelone ou de l'Atletico Madrid. Être sous les feux des projecteurs de l'un des meilleurs championnats du monde. Tel est le rêve de milliers de jeunes aspirants footballeurs du monde entier. Mais pour certains, venus du Sénégal, de Guinée, du Nigéria, mais aussi du Maroc et de Tunisie, qui ont réussi à arriver en terre de Cervantès, le destin fait rapidement place à une grande désillusion.

Depuis plusieurs mois, de plus en plus de jeunes étrangers, n'ayant que 13 ou 14 ans, sont pris dans l'étau des réseaux de trafiquants d'êtres humains. "En échangeant avec des collègues à travers le pays, on se rend compte que le nombre de cas est en forte hausse", explique Juan José M, enquêteur à la police nationale espagnole sur les sujets liés au trafic d'êtres humains et des mineurs dans la région de l'Andalousie. "On a des signalements de personnes anonymes, mais aussi de beaucoup de jeunes qui, eux-mêmes, ont été exploités, et qui sont à la rue, en grande précarité. Ils ont décidé de parler à la police pour être aidé et éviter que d'autres jeunes ne se fassent embobiner".

RFI

CARDIFF :

LE RECIT POIGNANT DE SOL BAMBA SUR LES HEURES PRECEDANT LE CRASH DE SALA

LONDRE, (MAXIFOOT) - Joueur de Cardiff au moment de la signature d'Emiliano Sala en janvier 2019, l'ex-défenseur central Sol Bamba, qui était à l'époque en lien avec le regretté attaquant, est revenu dans un récit glaçant sur les heures qui ont précédé le décès de l'Argentin dans un crash d'avion.

Plus de cinq ans après le drame, tout le monde continue de parler de la disparition d'Emiliano Sala. L'Argentin, qui venait de signer à Cardiff, a péri en janvier 2019 dans le crash d'un avion privé l'amenant de Nantes, où il était parti récupérer ses affaires, vers le Pays de Galles. Depuis, sa mort continue d'agiter les foules et les tensions sont toujours présentes entre le FCN et Cardiff, qui réclame 120,2 millions d'euros aux Canaris en guise de préjudice en se basant sur des mois d'études virtuelles.

Avant le vol, Sala plaisantait d'un crash

Ancien joueur de Cardiff, Sol Bamba aura vécu de très près le tragique décès de Sala. Auprès de la chaîne Youtube PremLab et de Johan Djourou, l'ex-défenseur central a livré un récit glaçant sur les heures qui ont précédé le décès de l'attaquant argentin. «On partageait le même agent et il venait de signer à Cardiff, il était venu visiter les installations pendant deux-trois jours. Quand il a pris l'avion pour revenir, on échangeait des messages», a raconté l'ancien espoir du Paris Saint-Germain.

«Il plaisantait en disant que l'avion avait du mal à démarrer, que si on n'entendait pas parler de lui dans quelques heures, c'est qu'il était au fond de la mer. Il disait ça pour rigoler, on s'amusait..., ajoute l'ex-international ivoirien. Dans la nuit, mon agent m'appelle en me disant que son avion a disparu, qu'il n'a pas atterri. C'était vers 3-4h du matin. On nous dit de garder ça pour nous, le club était un peu au courant, puis c'est sorti dans les médias. C'était dur, ça m'a marqué et quand j'y repense, ça me fait mal. Je culpabilise d'avoir rigolé avec ça», regrette encore Bamba.

Le coach de Cardiff voulait l'amener à Newcastle...

D'autant plus que le drame aurait pu être évité, Bamba expliquant que l'entraîneur de l'époque de Cardiff, Neil Warnock, ne voulait pas que Sala rentre en France à ce moment-là mais plutôt qu'il accompagne ses nouveaux coéquipiers dans le Nord-Est de l'Angleterre pour un match de Premier League. «Le coach ne voulait pas qu'il parte. On devait jouer à Newcastle et il voulait qu'il vienne avec nous voir le match pour rentrer ensuite. Mais lui a dit non, il voulait récupérer ses affaires pour que quand il revienne, il ne bouge plus. Le coach m'en parle encore, me dit qu'il n'aurait pas dû le laisser partir...», a conclu l'ancien joueur âgé de 39 ans. MAXIFOOT

Copyright, ATOP. Tous droits réservés